

## **Séance ordinaire du lundi 8 février 2021**

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le huit février, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

**Extrait du registre des délibérations du Conseil municipal de la Ville de Montpellier**

**Nombre de membres en exercice : 65**

### **Protection de la population et tranquillité publique**

#### **Présents :**

Tasnime AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

#### **Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Charles SULTAN ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE.

#### **Absents :**

## **Coopération entre la Ville de Montpellier et les forces de sécurité de l'Etat - Convention de coordination 2021-2023 - Autorisation de signature**

Monsieur Sébastien COTE, Adjoint au Maire, rapporte :

Conformément aux dispositions de la loi n° 99-291 du 15 avril 1999 ainsi qu'au décret n° 2012-2 du 2 janvier 2012 relatif aux conventions type de coordination en matière de Police Municipale, modifié par la loi n° 2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique, une convention de coordination entre les forces de sécurité de l'Etat et les collectivités locales doit être établie dès lors qu'elles disposent d'un effectif policier de 3 agents.

La précédente convention, arrivée à échéance, a fait l'objet d'un avenant de prolongation lors du Conseil municipal du 14 décembre 2020 afin de permettre la continuité du fonctionnement de la Police Municipale et d'affirmer de nouvelles ambitions en matière de politique publique de sécurité pour la Ville de Montpellier.

Au regard des évolutions récentes de la Police Municipale, de la réorganisation des services composant la Direction de la Sécurité et de la Tranquillité Publique (DSTP) concourant à la gestion des sécurités et la protection des populations, la convention communale de coordination entre la Ville de Montpellier et les forces de sécurité de l'Etat a pour objectif premier la formalisation des coopérations avec les services de la Direction Départementale de la Sécurité Publique de l'Hérault (DDSP 34).

En outre, cette nouvelle convention qui couvre la période 2021-2023, vient préciser la nature, les lieux et modalités d'interventions des agents de la Police Municipale, et plus largement la complémentarité des services relevant de la DSTP, en coordination avec les forces de sécurité de l'Etat de la DDSP 34, dans le

respect des compétences de chacun.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'approuver la convention de coordination 2021-2023 entre la Ville de Montpellier et les forces de sécurité de l'Etat représentées par Monsieur Jacques WITKOWSKI, Préfet de l'Hérault et Monsieur Fabrice BELARGENT, Procureur de la République ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention et tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 64 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 17 février 2021**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 17 février 2021**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- ConvCoordination2021\_2023\_CM08022021.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20210208-153083-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 17/02/21  
Réception en Préfecture : 17/02/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.